

PRÉFET DE LA REGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement

Service Connaissance, Etudes, Prospective
et Evaluation

Lyon, le 07 décembre 2011

Avis proposé par : Nicole CARRIÉ
Unité Evaluation Environnementale
Tél. : 04 26 28 67 59
Télécopie : 04 26 28 67 79
Courriel : nicole.carrie
@developpement-durable.gouv.fr

**Avis de l'autorité environnementale
sur la demande d'autorisation d'exploiter une installation de transit et de
regroupement de déchets dangereux
Sté Maintenance Service Environnement
Commune de Montagny – Département du Rhône**

1. PRESENTATION

1.1 Établissement

Par transmission en date du 20 octobre 2010, Monsieur le Préfet du Rhône nous a adressé le dossier de demande d'autorisation de la société Maintenance Service Environnement (MSE).

La société MSE envisage d'implanter sur la commune de MONTAGNY, un centre de regroupement et de transit des déchets dangereux issus des activités industrielles de la région lyonnaise.

L'activité de la société est variée : collecte de déchets, interventions dans le domaine de la décontamination, de la dépollution, du reconditionnement sur site, du diagnostic de fin d'activité, etc..

L'activité de collecte des déchets est l'activité historique de la société, 85% de cette activité est réalisée en sous-traitance pour les sites exutoires (SIRA et TREDI notamment).

Le site de Montagny est proche des grandes dessertes routières, il est situé dans la zone industrielle du Baconnet et est isolé des habitations du village.

Le site est soumis à autorisation au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

1.2 Contexte réglementaire

En application du décret n° 2009-496 du 30 avril 2009, l'avis de l'autorité environnementale est inséré dans le processus d'instruction de la demande d'autorisation.

L'avis porte sur la qualité du dossier de demande d'autorisation, en particulier de l'étude d'impact et de l'étude de dangers, et sur la prise en compte de l'environnement par l'exploitant. Il devra être porté à la connaissance du public.

En application des articles L.122-18 et R.512-3 du code de l'environnement, l'exploitant a produit une étude d'impact et une étude de dangers qui ont été transmises à l'autorité environnementale. La demande comporte l'ensemble des documents exigés dans les articles R.512-2 à R.512-10 du code de l'environnement.

Le dossier a été déclaré recevable et soumis à l'avis de l'autorité environnementale le 29 octobre 2011.

2. Analyse du caractère complet de l'étude d'impact et du caractère approprié des analyses et informations qu'elle contient

L'étude d'impact comprend les six alinéas visés par le paragraphe II de l'article R.512-8 du code de l'environnement, et couvre l'ensemble des thèmes requis.

2.1 État initial et identification des enjeux environnementaux du territoire

L'analyse de l'état initial est satisfaisante et proportionnée aux enjeux de la zone d'étude.

Le site est implanté dans la zone industrielle de Baconnet, en limite Sud de cette zone. Les parcelles concernées sont la propriété de la SCI « Baconnet 15 » depuis le 04/01/2008 qui la loue à la société MSE. La parcelle sur laquelle MSE est implantée, représente une superficie totale de 2 322m² dont 600m² couverts. L'installation est bordée :

- au Nord par la société Techni Cuve Service (TCS) ;
- à l'Est, sur toute sa largeur, par l'allée des Frênes ;
- à l'Ouest, par une parcelle en zone agricole de 2236m², propriété de la SCI « Baconnet 15 » et louée à MSE en tant que réserve foncière ;
- au Sud des terrains à vocation agricole.

Les zones d'habitats les plus proches du projet sont distantes d'environ :

- 500 mètres au Nord ;
- 300 mètres à l'Est ;
- 650 mètres au Sud/Sud Ouest.

Les structures sensibles, dont les Établissements Recevant du Public (E.R.P.) les plus proches sont situés à environ 400m au Sud/Sud Ouest des limites de propriété du site.

Les véhicules accédant à cette zone ne traversent pas les principales zones urbanisées de l'agglomération.

2.2 Analyse des effets du projet sur l'environnement

Le dossier présente une analyse satisfaisante de l'impact des activités de l'établissement sur l'environnement.

Au titre des risques chroniques, l'impact sonore, les milieux air, eau, sol et la production de déchets sont correctement abordés.

Concernant la faune et la flore, le site n'est pas localisé sur une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Floristique ou Faunistique.

2.3 Justification du projet

L'implantation à Montagny répond à la présence historique forte de MSE en région Rhône Alpes (précédemment implantée à Corbas).

Le site de Montagny est proche des grandes dessertes routières régionales, A47 à moins de 5 km et A7 à environ 8 km.

Il est situé à proximité immédiate des grandes activités industrielles des zones Lyon, Grenoble, Annecy, Saint-Étienne, Mâcon et Valence, qui représentent pour MSE une partie prépondérante de sa clientèle. Il est également situé à proximité des installations de traitement de déchets de la région Rhône-Alpes, qui permettent d'assurer à chaque catégorie de déchets la destination techniquement adaptée. L'implantation retenue par MSE permet :

- l'optimisation des distances parcourues entre les sites de production régionaux et les installations de traitement ;
- l'adéquation entre nature des déchets et techniques de traitement.

2.4 Mesures prévues pour supprimer, limiter et, si possible, compenser les inconvénients de l'installation

Au vu des impacts réels ou potentiels, l'étude d'impact présente de manière détaillée les mesures prévues afin de supprimer, réduire et compenser les incidences de l'activité de l'établissement. Ces mesures sont cohérentes avec l'analyse de l'environnement.

Les dépenses relatives à la protection de l'environnement sont précisées.

→ Eau

L'eau consommée provient du réseau public d'eau potable. Le projet ne prévoit pas de forage.

La consommation actuelle d'eau pour l'ensemble du site s'élève à environ 350 m³/an.

Il n'y a pas d'utilisation d'eau industrielle, les activités ne génèrent donc pas d'effluents aqueux.

Les rejets aqueux du site sont :

- les eaux usées domestiques ;
- les eaux pluviales de toitures ;
- les eaux pluviales de carreau (voiries, rétention et trottoirs).

Les eaux domestiques usées sont issues principalement des vestiaires et sanitaires. Ces eaux seront déversées dans le réseaux d'assainissement de la ZAC.

Les eaux pluviales de toitures, exemptes de pollution, seront orientées vers le milieu naturel dans un puits d'infiltration situé sur le site après passage dans un déshuileur/débourbeur.

Les eaux pluviales de carreau sont les eaux ayant ruisselé sur la voirie. Ces eaux sont dirigées vers un déshuileur/débourbeur puis elles seront rejetées vers le milieu naturel via le puits d'infiltration du site.

L'exploitant réalisera deux fois par an, des mesures de contrôle des eaux en sortie du déshuileur/débourbeur.

→ Air

La seule source d'émission à l'atmosphère est, en marche normale, la circulation des véhicules (livraison, enlèvement, manutention). L'impact des émissions liées au trafic routier est faible par rapport au trafic de l'ensemble de la ZAC du Baconnet. Il est à noter que cela n'est pas un trafic « nouveau » puisqu'il se substitue au trafic qui était lié à l'activité de la société qui a cédé à MSE les installations (augmentation du trafic inférieur à 1%).

→ Bruit

Les émissions directement liées à l'exploitation du site et continues sur l'année sont principalement :

- la circulation des camions ;
- la circulation des chariots ou engins de manutention sur le centre.

Les nuisances sonores seront minimisées en raison de la vitesse de circulation réduite des camions sur le site et des horaires de livraisons qui n'auront lieu qu'en période diurne.

Ces sources d'émission sonores sont classiquement retrouvées en activité artisanale ou industrielle, sans caractère particulièrement accentué. Par comparaison sur l'échelle de bruit (échelle de bruit Source : code permanent « Environnement et nuisances »), le niveau sonore émis par l'exploitation correspond à une sensation auditive allant de « assez calme: 40-45dB(A) à « bruits courants » : 50-60dB(A).

Une série de mesures d'émissions sonores a été réalisée en « fonctionnement normal » du site. Les niveaux sonores mesurés de jour, en limite de propriété du site sont conformes aux valeurs limites données par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

→ Déchets

L'activité de MSE est le transit simple des déchets dangereux en emballages fermés et étanches. Il n'y a aucune activité de déconditionnement, mélange ou prétraitement/traitement sur le site.

Les principaux types de déchets générés sont issus de l'exploitation :

- plastiques
- palettes et cartons d'emballages
- déchets issus du séparateur d'hydrocarbures

Les déchets sont envoyés à des filières agréées de traitement ou regroupées sur le site avant envoi dans une filière agréée.

→ Sol et sous-sol

La zone de Montagny, à l'Ouest du Rhône, appartient à la région géologique du Massif Central Français. Le plateau Montagny / Chassagny est principalement constitué par une grande formation de granite. Sur ce plateau, on relève également des placages argilo caillouteux.

L'impact au niveau des sols sera très limité :

- les déchets arrivent en emballages vérifiés, validés et éventuellement reconditionnés sur les sites de production ;
- les déchets seront stockés dans des stockages sécurisés métalliques, de volume limité, équipés avec des cuvettes de rétention ;
- les stockages sécurisés seront régulièrement inspectés ;
- l'ensemble des surfaces d'exploitation de l'installation sont imperméables : mise en rétention de l'intérieur des bâtiments de stockage et des voies de circulation autour du bâtiment ;
- collecte séparée des eaux et pas d'eau de procédés.

→ Santé

Une évaluation des risques sanitaires a été réalisée pour les émissions du site. Au regard des résultats de l'étude, il apparaît que :

- les rejets liquides sont sans impact au niveau du site ;
- qu'il n'y a pas de rejets atmosphériques liés aux procédés du site ou à l'installation (absence de chaudière) ;
- pas de rejet direct ou indirect de déchets.

L'étude conclut à l'absence d'émission pouvant être prise en compte comme « traceurs de risques ».

2.5 Conditions de remise en état du site après exploitation

Les dispositions prévues dans l'hypothèse d'une cessation d'activité sont clairement présentées. La mise en sécurité du site et une surveillance des effets de l'installation sur son environnement seront réalisés. Une analyse des sols sous-jacents aux ouvrages « éventuellement » démolis sera réalisée.

2.6 Résumé non technique

Le résumé non technique aborde tous les éléments du dossier. Sa lisibilité n'appelle pas d'observation.

3. Conclusion de l'autorité environnementale

L'étude d'impact est claire et concise. Elle est complète et prend en compte de façon proportionnée les enjeux environnementaux. Les mesures prises par l'exploitant sont bien appropriées aux enjeux.

Pour le préfet de région, par délégation,
pour le directeur régional, par délégation,
le chef du service CEPE


Philippe GRAZIANI
